

# LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 343 - Février 2017 - 35<sup>e</sup> année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

Conférence de Paris

## ISRAËL : L'ONU CONTRE LES COLONIES

Un « nouveau procès Dreyfus [1] » : c'est ainsi que le ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, a qualifié la conférence de paix organisée à Paris le 15 janvier 2017.

Trois semaines plus tôt, Benjamin Netanyahu traitait la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies de texte « insignifiant », « absurde », « biaisé » et « hon-teux [2] » ■ ■ ■

**DOMINIQUE VIDAL**  
(suite en p. 3)

Élection présidentielle

## LE PARTI SOCIALISTE JOUE-T-IL SA SURVIE ?



Explosion ? Renaissance ? Ou derniers soupirs avant la mort ? L'élection de Benoît Hamon, à l'issue de la consultation nationale dite des « Primaires de la Belle Alliance » ne laisse pas d'étonner bon nombre d'observateurs. D'autant que le résultat est sans contestation possible : plus de 60% des voix exprimées sur un total de quelque deux millions de votants. Manuel Valls,

Premier ministre de François Hollande en sort lessivé ; sauf à considérer l'existence d'une manœuvre préparant le terrain à un Emmanuel Macron et son mouvement « En marche ».

Pour tenter de comprendre ce qu'il se passe au PS et quel avenir politique pour la France il s'y joue, il faut sans doute rappeler quelques faits. Le plus inattendu étant la mise en impossibilité de François Hollande de briguer un deuxième mandat quand tout indiquait qu'il en souhaitait l'augure. Ce constat d'impossibilité est en réalité le résultat de plusieurs forces ayant exercé des pressions de plus en plus fortes dès le début du mandat. ■ ■ ■ par **DOMINIQUE BÈGLES** (suite en p. 4)

**BERNARD FREDERICK**

## QUEL DÉBAT NATIONAL ?

*Éditorial*

At moins d'une surprise – toujours possible –, au moment où nous écrivons ces lignes, il reste 81 jours avant l'élection présidentielle. Avec la récente désignation de Benoît Hamon, au terme de la primaire organisée par le PS et ses alliés, on connaît aujourd'hui les principaux candidats. On attend que le débat s'ouvre. Et ça presse !

Les primaires – des écologistes, de la droite et des socialistes – ont réservé des surprises : Cécile Duflot écartée ; Sarkozy et Juppé disqualifiés ; François Hollande forfait ; Manuel Valls battu. Un fort désir de renouvellement s'est emparé des Françaises et des Français. Trouvera-t-il un débouché en avril ? Pas sûr.

On nous dit que le système des primaires, tout droit importé des États-Unis comme les Hamburgers et le Coca-Cola, est le point extrême de la démocratie. Outre-Atlantique, il sert le bipartisme ; ici aussi, avant tout. Il renforce le présidentielisme, c'est-à-dire la concentration et la personnalisation du pouvoir. En participant à ces scrutins, électrices et électeurs ont signifié qu'ils

voulaient voir de nouvelles têtes, en même temps, inconsciemment, ils ont consolidé un peu plus un pouvoir qui les exclut. Ce n'est pas la moindre des contradictions de cette nouvelle mode « démocratique ».

La démocratie, d'ailleurs, veut qu'on respecte le verdict électoral. Entre les coups bas dans le camp de la droite – « l'affaire » Pénelope Fillon – et les désertions dans celui du PS – ceux qui ne veulent pas faire campagne pour Hamon – c'est le déni qui prévaut. Une conséquence naturelle des primaires.

Il y a, c'est vrai, ceux qui se sont désignés eux-mêmes. Jean-Luc Mélenchon est de ceux-là, sauf qu'il tire sa légitimité de ses résultats de 2012 (12%) et d'un programme qui reprend les grandes lignes de celui qu'il avait exposé il y a cinq ans et que ses partenaires avaient alors ratifié. Il y a chez lui comme un bonapartisme, c'est vrai, mais il y a surtout des convictions, ça s'entend et ça se voit. Mais peut-on se prononcer pour une assemblée constituante d'une VI<sup>e</sup> République ouverte aux citoyens et s'autodésigner ? C'est là encore quelque peu contradictoire.

Et puis, il y a Emmanuel Macron. Le produit de l'année, lancé comme un dernier modèle de smartphone d'Apple et que les médias – aux mains d'industriels et de financiers – fabriquent et agitent. Quelles convictions a-t-il, l'ancien ministre de l'Économie ? Celle d'être, sans doute, une espèce de Messie. Un Messie... de la Banque !

Hélas, cette campagne électorale constitue déjà plus une nouvelle étape de la crise politique que connaît notre pays, qu'elle n'en indique la sortie. À qui cela profite-t-il ? À Mme. Le Pen et à nul autre.

L'Histoire a montré que l'extrême droite nationaliste et xénophobe poussait sur le terreau des crises sociale et politique. Et voilà des années que les gouvernements, les uns après les autres, amassent ce terreau de culture du libéralisme.

C'est à cette « culture » qu'il faut s'attaquer. Ce devrait être au cœur du débat national. Il n'est pas sûr que ce soit le cas. ■

31 janvier 2017

## CARNET

## ANNA ROSA BURSZTYN nous a quittés le 6 janvier 2017

Née le 7 juillet 1921, à Bottrop dans la Ruhr, elle quitte en 1937 ses parents qui seront déportés en 1938 « vers la Pologne ». En France, elle est accueillie par son oncle, Israël Burszty, administrateur de la *Naïe Presse* et de la *Société des éditions ouvrières juives*. Elle épousera son fils, Maurice. L'invasion allemande les contraint à la clandestinité. Et la clandestinité, c'est la Résistance. Elle est arrêtée une première fois avec tout un groupe, dont son mari. Ils s'évaderont les uns et les autres, et récidiveront bien entendu. En janvier 1943, elle rejoint le Front National. Du 1<sup>er</sup> février jusqu'au 27 août 1944, date de sa démobilisation, elle est agent de renseignement et de liaison, et assure le transport et la diffusion du matériel de propagande, à Grenoble et dans les environs. Elle sera chargée de la création d'une imprimerie mobile. Plusieurs fois par semaine, elle transporte le matériel dans le landau de sa petite Monique, traversant les barrages allemands. Femme d'initiative, elle organise l'acheminement, avec l'aide d'agents de la SNCF et de conducteurs de cars. Le matériel ne fera jamais défaut, même dans les moments les plus difficiles. Y compris pendant les combats livrés lors de la libération de Grenoble.

En lui remettant un diplôme d'honneur « aux combattants de l'armée française 1939-1945 », le maire de La Biolle, où elle réside, la remerciera d'une belle formule : « pour ce don de votre personne à notre pays pour lui redonner espoir en lui rendant sa liberté ». Anna était marraine de MRJ-MOI. A son fils, Guy, à toute sa famille, à ses proches, nos condoléances les plus chaleureuses. ■

La Presse Nouvelle Magazine

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

## MÉMOIRE

## L'UTRE, membre du Comité Vérité et Justice Charonne, invite à Se souvenir de Charonne

MERCREDI 8 FÉVRIER 2017 - 55ÈME ANNIVERSAIRE

Hommage aux neuf victimes de la répression sauvage du 8 février 1962 lors de la manifestation contre l'OAS et pour la paix en Algérie.

**11h30 : Métro Charonne** - Dépôt de gerbes auprès des plaques dans le métro. Rassemblement au métro Charonne avec prise de parole de **Pierre Laurent** - Secrétaire du Parti Communiste Français, de **Philippe Martinez** - Secrétaire Général de la CGT et de **Jacques Eliez** pour l'Union Syndicale CGT Ratp, sous la présidence du Comité Charonne.

**13h : Cimetière du Père Lachaise** - Dépôt de gerbes et lecture d'un poème.

(Lire l'article de Nicole Mokobodzki en p. 4)

## LES ENFANTS DE DENOVAL

L'Amicale des Anciens des Foyers de la CCE soutient le projet de la société de production Canal Marches et de la réalisatrice **Sylvia Auburtin** qui prépare un film documentaire sur « Les enfants de Denouval » de 60 mn. (fin du montage prévue en avril 2017).

Comme nombre de nos lecteurs le savent, de nombreux enfants juifs, filles et fils de déportés, ont été accueillis dans des Maisons d'enfants mises en place par la Commission Centrale de l'Enfance, émanation de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE). Le Manoir de Denouval, à **Andrésy**, fut l'une de ces Maisons d'enfants, de 1945 à 1949, qui a marqué celles et ceux qui y ont vécu et dont les éducateurs, souvent d'anciens jeunes résistants, militants et militants, pratiquaient une pédagogie nouvelle inspirée de Makarenko et de Korczak...

<http://www.touscoprod.com/fr/lesenfantsdedenouval> ■



**Sylvia Auburtin** donne la parole à plusieurs témoins et anciens de ces foyers. Son film révélera cette extraordinaire expérience de vie, s'interrogera sur la résilience qu'elle a rendu possible chez celles et ceux qui l'ont vécue, et participera à la transmission de cette expérience aux plus jeunes.

Pour financer la postproduction du film, **Canal Marches** lance un appel à souscription sur une plateforme de financement participatif. **Chacun d'entre nous peut ainsi, jusqu'au 23 mars 2017, devenir coproducteur (détails sur site**

## ENFANTS CACHÉS

Émouvante cérémonie que celle où la Médaille de « Juste parmi les nations » fut remise à titre posthume, dimanche 22 janvier par le Comité français pour Yad Vashem à **Marianne** (née Majta) et **Joseph Zyk**. Une plaque a été apposée sur le fronton de la mairie de Rozières-sur-Crise dans l'Aisne.

La Famille Zyk, catholique d'origine polonaise, a caché notre ami et contributeur **Armand Ajzenberg**, alors orphelin (ses parents ont été déportés) ainsi que sa cousine **Annette Glance** de 1942 à 1945, les sauvant de la barbarie nazie tout en les considérant avec beaucoup de générosité comme leurs propres enfants : **Stéphanie (Fanny)**, **Wanda** et **Thaddée**. Tout un village savait et ils n'ont rien dit. La jeune institutrice **Éliane Altier**, âgée de 19 ans, résistante FTP, francise le nom d'**Ajzenberg** en **Agembert**. **Suzanne Bardou**, institutrice de la commune voisine de **Buzancy** s'occupait de cacher les enfants juifs dans des familles. **Fanny Zyk** faisait également partie du réseau FTP.

Des villages français entiers protégeaient des enfants juifs. Certains, aujourd'hui nous disent : « *La Résistance comme mouvement ne s'est pas occupée des juifs* ». Ce n'était certes pas le cas des résistants FTP, les plus importants en nombre. Le sauvetage de ces deux enfants en est un exemple, parmi bien d'autres.



Vingt-six mille Justes ont été à ce jour recensés de par le monde dont 4 000 en France. Sait-on qu'en Pologne ils furent bien plus nombreux !

Soixante-seize mille juifs de France dont 11 400 enfants furent déportés. Seuls 2 550 revinrent des camps d'extermination, parmi ceux-ci, aucun enfant. ■

## mahJ « CHANTERA-T-ON ENCORE AU TEMPS DES TÉNÉBRES ? »

musée d'art  
et d'histoire  
du Judaïsme

### LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif  
fondé en 1934

Editions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*  
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH**  
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**  
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication  
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef  
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,  
Jannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,  
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction  
Tauba Alman

Rédaction - Administration  
14, rue de Paradis  
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : [luje@orange.fr](mailto:luje@orange.fr)

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

PARIS

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse  
postale, date de naissance, mël et téléphone

### PARRAINAGE (10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

Dimanche 5 mars 2017 de 17h. à 19h.

Ce concert de *lieder*, de Hanns Eisler et Bertolt Brecht, interprétés par Marie Soubestre, soprano, et Romain Louveau au piano, nous offre d'approcher le fruit de cette longue et belle collaboration entre Hanns Eisler, le musicien et Bertolt Brecht, le poète. Elle débute dès 1929 – ils ont alors 31 ans –, et dure jusqu'à la mort de Brecht en 1956. Romain Louveau et Marie Soubestre ont enregistré les cent treize *lieder* composant cette œuvre, intégralement politique et poétique, qui traverse l'histoire, de la République de Weimar à l'exil de Brecht et d'Eisler aux États-Unis dès 1937, jusqu'à leur retour en République démocratique allemande. ■

Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme  
Hôtel de Saint-Aignan – 71, rue du Temple –  
Paris 3<sup>e</sup> – Tarif 25 € - TR 20 € – Réservation par  
mël ([auditorium@mahj.org](mailto:auditorium@mahj.org)) ou téléphone  
(01 53 01 86 48)

### Exposition

אויסשטעלונג



## QUAND LA VISTULE PARLAIT YIDDISH

Varsovie fut pendant longtemps le haut lieu de la culture yiddish mondiale. Pour découvrir les richesses de la Varsovie juive, la *Maison de la culture yiddish* présente une exposition\* qui comporte des panneaux thématiques, ainsi que des éditions anciennes et modernes de livres et périodiques. ■

\* Du 12 janvier au 17 avril 2017 –  
**Maison de la Culture Yiddish -  
Bibliothèque Medem** – 29, rue du  
Château d'Eau, 75010 Paris – Entrée libre

# ISRAËL-PALESTINE : MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

(suite de la p. 1)

par DOMINIQUE VIDAL\*

■ ■ ■ Selon Talleyrand, tout ce qui est excessif est insignifiant. Avec la résolution de l'ONU comme avec la conférence, il s'agit seulement de réaffirmer le soutien de la communauté internationale à la solution dite des deux États et de condamner ce qui y fait obstacle, en premier lieu la colonisation : « *Il est essentiel qu'Israël mette un terme à toutes ses activités de peuplement pour préserver la solution des deux États* [3] », affirme la résolution 2334 adoptée le 23 décembre 2016 avec quatorze voix pour et l'abstention des États-Unis.

Il est vrai que la colonisation galopante a littéralement saboté le processus de paix : de zéro en 1967, le nombre de colons installés en Cisjordanie et Jérusalem-Est est passé à plus de 600 000 en 2017. Or la IV<sup>e</sup> Convention de Genève, dans son article 49-6, interdit à toute puissance occupante « *de déporter ou de transférer une partie de sa population civile dans les territoires qu'elle occupe* [4] ». Action que l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale considère comme un « *crime de guerre* [5] ».

Concrètement, les conditions de l'établissement d'un État palestinien indépendant ont disparu.

Du point de vue diplomatique, l'avancée du Conseil de sécurité apparaît historique. Il faut en effet remonter trente-six ans en arrière pour retrouver une résolution de ce type, adoptée avec l'abstention de Washington : la 2334 se situe dans la lignée de la 465, qui, le 1<sup>er</sup> mars 1980, dénonçait déjà l'extension illégale des colonies.

Mais elle intervient huit ans trop tard. Dans son fameux discours du Caire, le 4 juin 2009, Barack Obama martelait : « *Les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes. Ces constructions constituent une violation des accords passés et portent préjudice aux efforts de paix. Le moment est venu pour [qu'elles] cessent* [6]. »

Certes, le 25 novembre 2009, il obtenait de Benyamin Netanyahu un moratoire sur la colonisation, mais, dix mois plus tard, celui-ci n'était pas reconduit. Et, depuis, l'hôte de la Maison Blanche n'a cessé de reculer face au Premier ministre israélien. Il se consacrait à une autre priorité : le nucléaire iranien.

Le texte du 23 décembre n'en constitue pas moins un point d'appui légal important

pour les Palestiniens. Le Conseil de sécurité est la plus haute instance de la communauté internationale, et ses décisions sont « *obligatoires* » pour tous ; a fortiori si soixante-dix pays l'approuvent, dont les États-Unis représentés par leur secrétaire d'État, John Kerry.



Arrestation d'un enfant en Cisjordanie occupée

Mais sa faiblesse réside, comme pour tous les textes onusiens, dans l'absence de sanctions prévues en cas de violation du texte.

Toutefois, nuance le leader centriste israélien Yaïr Lapid, « *elle fournit l'infrastructure pour de futures sanctions, c'est ce qui est alarmant. Cela peut donner corps à des plaintes devant des juridictions internationales contre Israël et ses responsables* [7] »

Elle lance aussi une mise en garde à Donald Trump. Car le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv à Jérusalem « *serait extrêmement lourd de conséquences. Quand on est président des États-Unis, sur cette question, on ne peut pas avoir une position aussi tranchée, aussi unilatérale, il faut chercher à créer les conditions de la paix* », soulignait le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, à la veille de la Conférence de Paris. Contrairement à une idée reçue, la politique du nouveau président américain au Proche-Orient est prévisible. Outre le transfert de l'ambassade, il exclut toute pression sur Israël, notamment s'agissant de la colonisation. Et deux nominations vont peser lourd : celle, comme ambassadeur en Israël, de David Friedman, un proche du mouvement des colons ; et celle de Jared Kushner, le gendre du président, promu « *conseiller spécial* ». Ce cours nouveau paraît d'autant plus inquiétant qu'il coïncide avec la montée en puissance de l'extrême droite israélienne. Selon le chef du parti ultrareligieux et ultra-nationaliste Foyer juif, Naftali Bennett, « *le chemin des concessions a échoué. Nous devons donner nos vies pour étendre la souveraineté d'Israël en Cisjordanie* [8]. » Et, début

décembre 2016, le jeune loup a fait passer à la Knesset un projet de loi autorisant l'annexion de terres palestiniennes privées. Si celui-ci est adopté en deuxième et troisième lectures, puis validé par la Cour suprême, il ouvrira la voie à l'annexion de la Cisjordanie. Bennett a aussi annoncé une loi d'annexion du bloc de colonies de Maale Adoumim, à l'est de Jérusalem. Il s'agit donc, à terme, d'un tournant historique dans la politique palestinienne d'Israël. Terminé, le flou artistique entretenu depuis 1967 sur leur statut. Enterrée, la perspective des deux États.

Mais que deviendraient les Palestiniens annexés avec leurs terres ? Des citoyens d'un État unique, au même titre que les Juifs ? Ou les victimes d'une variante de l'*apartheid* ? Avec un

risque d'isolement international accru pour Israël – d'où la prudence du Premier ministre, qui s'efforce pour l'instant d'enterrer le projet de loi contesté, tout en multipliant les nouvelles constructions dans les colonies.

Ce changement de paradigme, inacceptable pour l'essentiel de la communauté internationale, inquiète néanmoins certains Israéliens. Même le chef de l'opposition, le très modéré Isaac Herzog, y voit un « *suicide national* » : « *Cette loi, explique-t-il, nous conduit à un État binational* [9] ». ■

\* Journaliste et historien, directeur avec Bertrand Badie de *L'État du monde* (La Découverte).

[1] *Le Monde*, 26 décembre 2016.

[2] *Libération*, 25 décembre 2016.

[3] [www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2334\(2016\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2334(2016))

[4] [www.un.org/press/fr/2009/AGPAL1142.doc.htm](http://www.un.org/press/fr/2009/AGPAL1142.doc.htm)

[5] [www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/6A7E88C1-8A44-42F2-896F-D68BB3B2D54F/0/Rome\\_Statute\\_French.pdf](http://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/6A7E88C1-8A44-42F2-896F-D68BB3B2D54F/0/Rome_Statute_French.pdf)

[6] *Les Échos*, 4 juin 2009.

[7] *Le Monde*, 23 décembre 2016.

[8] [www.slate.fr/story/126917/palestiniens-bedouins-aujourd'hui](http://www.slate.fr/story/126917/palestiniens-bedouins-aujourd'hui)

[9] *The Times of Israel*, 14 janvier 2017.

## NOUVELLES PROVOCATIONS

Israël a entamé le 1<sup>er</sup> février l'évacuation de la colonie d'Amona près de Ramallah en Cisjordanie mais a annoncé la construction de 3 000 logements supplémentaires dans le territoire palestinien. Depuis le 20 janvier, jour de l'investiture de Donald Trump, Israël a déclaré vouloir réaliser 6 000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. ■

# LE PARTI SOCIALISTE JOUE-T-IL SA SURVIE ?

par DOMINIQUE BÈGLES\*

(suite de la p. 1)

D'abord en provenance de la droite, mauvaise joueuse après la défaite de son leader Nicolas Sarkozy alors en haut de l'affiche chez ses amis politiques, en dépit de quelques grincements de dents. Un « Hollande bashing » normal vint de la droite et, plus étonnant, de la part des médias, quel que soit le camp idéologique auxquels ils obéissent. À noter que le service public ne fut pas en reste en rejoignant sans plus barguigner le procès en illégitimité qu'a toujours eu à subir dans l'histoire, la gauche accédant au pouvoir national. Une sorte de survivance du dépit face aux premières défaites infligées par les travailleurs aux maîtres de forges et aux banquiers ou financiers assurés d'exercer leur pouvoir au nom du droit divin. Ou tout du moins au nom de la connaissance face à l'ignorance prétendue du peuple. Tout en masquant leurs décisions favorables aux intérêts de leur classe par la prétendue prédominance pseudo-scientifique de l'économie sur le social. Rien de vraiment neuf ?

Au fil du quinquennat, en effet, force est de constater que la mise en place de décisions politiques estampillées sociales-démocrates ou, autrement dit, réformistes, comme annoncées par le candidat Hollande, a été accompagnée d'un mécontentement grandissant. On rappellera le devenu emblématique CICE [1], cadeau aux grandes entreprises sans garanties d'embauches ni même d'interdiction de plans sociaux. On évoquera bien sûr la réforme du Code du travail, la loi Macron, etc. Ce paquet reléguant au second plan les mesures positives comme celles portant sur l'enseignement, l'embauche de fonctionnaires dans l'éducation, la police ou la justice. Ou encore la généreuse loi sur le « mariage pour tous ». Las, d'élections en élections, municipales régionales ou partielles, la sanction populaire devait affiner, par désertion de l'électorat de gauche plus que par choix, un renforcement des positions frontistes ou de la droite revancharde. Au sein même de la gauche, y compris sur les bancs de l'Assemblée

nationale, on assistera à l'expression de critiques souvent justifiées mais parfois aussi implacables ou teintées de malhonnêteté intellectuelle, tendant à jeter le bébé avec l'eau du bain. Il est vrai que le gouvernement et la direction du PS accueilleraient toute mauvaise humeur avec un dédain non dissimulé.

Ce long rappel pour planter le décor de la situation actuelle. Où l'on voit Benoît Hamon, enfant naturel de Michel Rocard et d'Henri Emmanuelli, gagner l'investiture en lorgnant jusqu'à présent plus sur le futur leadership de son parti que sur sa victoire à la présidentielle. Où l'on constate depuis des années une lente désaffection des Français non pas tant pour la politique que pour l'offre partidariaire. Celle-ci, en particulier pour les jeunes, est devenue poussiéreuse, inefficace et de toute façon, savent-ils d'expérience, obsolète. Tous les partis sont atteints de cette sclérose mortifère, tous ayant été inventés à une époque quasi jurassique où les partis en quête d'efficacité de masse ont privilégié la force numérique au détriment de la pensée des individus. Au siècle d'Internet et des réseaux, des forums numériques et de l'histoire des renoncements convoquée en un clic, la politique dans sa forme a un besoin impérieux de nouveauté. L'élection de Benoît Hamon par un électoralat souvent très jeune, en lieu et place de caciques souvent plus vieux par les vieilles doctrines auxquelles ils se raccrochent que par leur âge réel, semblerait en attester.

Il y a la forme. Il y a aussi le fond. En occurrence, la social-démocratie. Simple crise de maturité ou condamnation ? L'exigence des jeunes, qu'ils votent, se remettent à voter ou somnolent dans l'abstention qu'ils croient fièrement désabusée, est faite d'aspiration à une vie meilleure, un travail, un salaire décent, pas de précarité, de la dignité et surtout d'une soif inextinguible à compter, à dire leurs mots. Et par-dessus tout, la sincérité contre les petits calculs égoïstes. Par définition, la social-démocratie souffre d'une

maladie congénitale : celle qui consiste à adapter le capitalisme

en vue d'en atténuer l'inhumanité mais sans toucher au système qui permet précisément au capitalisme de poursuivre sa marche destructrice des valeurs de solidarité et de partage équitable. Quand le contexte est favorable, la social-démocratie et son expression politique peuvent être un recours propulsif. Mais dans une économie mondialisée où règne l'argent sans partage et le capitalisme mondialisé, elle ne fait plus rêver. Surtout quand sa dénonciation de la finance ennemie n'est qu'un discours soporifique en direction d'un électoralat radicalisé. La dénonciation n'a que deux avantages : conforter ces radicalisés pour mieux les stériliser dans des impasses politiques où il est de bon ton de douter de tout, à l'instar des « *insoumis* ».

En réalité, tout se passe comme s'il y avait un bras de fer entre plusieurs solutions visant à maintenir en vie la social-démocratie. Toutes passent par la case PS. Soit sacrifier ce parti avec notamment Emmanuel Macron « *ni de gauche ni de droite* » mais alternatif à une droite et à une extrême droite dure, quitte à se soumettre davantage encore aux exigences de l'argent-roi. Soit reconstruire un PS autour d'un enthousiasme retrouvé et l'ambition, tout au moins affichée, de faire table rase des errements socialistes. Tout en conservant son aptitude à renforcer la structuration politique du pays dans un paysage à cet égard en miettes. Il n'est pas interdit de penser que cette voie pourrait être choisie par un électoralat qui a majoritairement décidé d'enterrer les veilles barbes. « *Chaque génération est un nouveau peuple* », disait Alexis Tocqueville. ■

\* Journaliste politique honoraire

[1] CICE : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi



Benoît Hamon et Martine Aubry :  
une nouvelle donne ?



## Les mots pour le dire

LA CHRONIQUE DE MAURICE CLING

En dévoilant il y a quelques mois à Monaco une stèle à la mémoire des 66 réfugiés juifs raflés dans la nuit du 27 au 28 août 1942, livrés aux nazis puis assassinés à Auschwitz, le prince Albert II a solennellement présenté ses excuses (sic) à la communauté juive et aux représentants diplomatiques concernés.

Soixante-treize ans après l'événement, la démarche a de quoi surprendre. Non seulement la demande de pardon n'est pas recevable à mon sens, mais surtout elle relève d'une opération politique de grand style.

En premier lieu, de quel droit pourrait-on accorder ce pardon ainsi demandé, au nom des millions de victimes ? Après la déclaration du président Chirac sur la responsabilité de la France dans les crimes de Vichy

(1995), on a vu apparaître le thème de la « repentance », au Vatican puis dans la Déclaration de l'épiscopat français, visiblement dans le cadre de la « réconciliation » européenne avec l'Allemagne. Déclaration peu convaincante, les bergers reprochant au peuple chrétien de ne pas avoir parlé.

Les institutions mémorielles juives ont hélas participé activement à l'opération de réhabilitation de l'Église (notamment par la campagne médiatique du Père Desbois après 2004 concernant les victimes des fosses communes ukrainiennes).

Le fait pour le prince de dévoiler la stèle conjointement avec le président de la communauté culturelle israéliite de Monaco, en présence de l'archevêque et du couple Klarsfeld, marquait

symboliquement cette réconciliation. Avec le président du CRIF, le Grand Rabin de France a salué la demande de pardon « *pour l'intervention active de la police monégasque lors de la rafle du 27 août 1942* ». La police seule responsable selon l'inscription de la stèle ? Et quid du prince Louis II qui gouvernait la principauté ? Et d'ajouter : « *Le mal n'est jamais loin de nous, car il est aussi en nous.* » (sic).

Le thème a déjà été évoqué dans ces colonnes à propos du cardinal Lustiger et du président de la FMS. (crime « de » l'humanité) et non « contre » l'humanité).

La Principauté « *n'aurait pas su protéger* » ses réfugiés, selon le discours du prince. L'a-t-elle voulu ? Elle, dont la radio fut la réplique du poste collaborateur « Radio-Paris » ? Créée

en 1943 pour servir « *l'Europe nouvelle* », elle fut contrôlée par le ministre nazi des Affaires étrangères.

Enfin, comment oublier que la Principauté figure toujours parmi les plus célèbres paradis fiscaux du monde, depuis des lustres, et constitue donc l'un des plus importants instruments de blanchiment de l'argent sale ?

Jean Ardant (père de l'actrice), précepteur de Rainier III, n'a-t-il pas été selon le consul de France « *écoeuré des tripotages d'argent et des intrigues politiques* » de cette principauté qu'on a pu qualifier de capitale de tous les trafics ? Ces considérations éclairent la déclaration du Prince.

Ne soyons pas dupes. ■

## « EXCUSES »

# MARCEL PROUST : UN FACE-À-FACE AVEC LA MÉDECINE DE SON TEMPS

par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE

**L**a thèse soutenue, par François-Bernard Michel dans son livre *Le Professeur Marcel Proust\** est que Marcel Proust ne s'est pas contenté de subir les soins administrés par les nombreux médecins qu'il a pu consulter, mais qu'il a examiné leurs théories et leurs méthodes, lire leurs ouvrages et se faire une idée précise des progrès de la science à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Et que cela aurait eu une influence non négligeable sur son œuvre littéraire.

Avant toute autre considération, il ne faut pas oublier que son père, Adrien (1834-1903), était médecin ainsi que son frère Robert. Les rapports difficiles avec son père, aggravés par l'apparition de son asthme à l'âge de neuf ans, n'ont sans doute pas facilité les choses, d'autant plus qu'il avait soutenu une thèse sur la pneumologie et était un fervent partisan de l'hygiénisme. D'où sa méfiance envers les spécialistes qu'il a bien été obligé de voir, à commencer par Albert-Charles Robin, un ami de son père. Dès le début, les choses se présentent



d'ailleurs assez mal. L'asthme est alors généralement considéré comme une névrose. Le jeune Marcel est qualifié de « nerveux ». Il faut dire que les connaissances médicales sont assez maigres et les traitements impuissants.

En 1901 (il a alors trente ans), il cherche une véritable cause à son mal. Il a déjà beaucoup lu sur la question, et surtout les publications des hommes qui le suivaient. Il considérait le docteur Brissaud, neurologue, un incompetent nocif, qui lui plaisait sur le plan mondain (Brissaud lui sert de modèle pour le docteur Boulbon dans *À la recherche du temps perdu*) ; il méprisait le docteur Cottard qu'il a connu à Évian ; il n'avait pas le moindre respect pour le toulousain Georges Dieulafoy, qui était en outre un collectionneur avisé, et l'on pourrait dresser une liste sans fin. Dans *La recherche...*, le narrateur déclare que Guy Crescent Fagon, le médecin de Louis XIV, était meilleur que Boulbon.

Pendant cette période, la médecine connaît en réalité une véritable révolution. Et Proust en a pris vite conscience quand il a découvert les études sur le psychosomatique. Il lit le livre de Paul-Charles Dubois, *De l'influence de l'esprit sur le corps* (1901). Ce dernier a rencontré Freud en 1911, mais a poursuivi sa recherche sur la « psychothérapie rationnelle ». Le médecin qui compte le plus pour lui est sans aucun doute Paul-Auguste Sollier, un élève de Charcot, auteur des *Troubles de la mémoire* (1892) avant de s'intéresser à l'hystérie, pour qui l'origine de cette pathologie est du ressort en partie de la médecine et en partie de la philosophie. Fervent admirateur de Bergson, Proust abonde dans son sens. En 1905, il accepte d'entrer dans sa maison de cure où le maître mot est l'isolement. Expérience renouvelée en 1916, sans effet sur l'asthme d'ailleurs. Mais Proust apprend beaucoup à fréquenter Sollier. Ce dernier a développé la théorie de la « reviviscence » (la nécessité de revivre des événements passés) et Proust en retire une autre théorie qui est celle de l'inconscient (il ne connaît ni Freud ni la psychanalyse). Le terme inconscient a été utilisé par Hartmann dès 1869 et désignait « ce

qui échappe à la conscience ». Pour lui, confie Proust à un ami, il s'agit de « faire apparaître des phénomènes inconscients [...], oubliés, situés très loin dans le passé. » Il déclare utiliser « un télescope braqué sur le temps » afin de « descendre dans les régions profondes de soi-même où commence la véritable vie de l'esprit. » | *La Recherche* n'est rien d'autre que cette tentative de s'enfoncer dans les zones les plus obscures de l'être. Et il stipule aussi : « Mon cerveau était un riche bassin minier, où il y avait une étendue immense et fort diverse de gisements précieux... »

En somme, si l'on en croit l'auteur, Proust a conçu son chef-d'œuvre à partir de ses connaissances en neurophysio-psychologie et de toutes les intuitions que cela a pu engendrer, le conduisant à abandonner la rédaction de *Jean Santeuil* pour se mettre à écrire ce livre qui passera à la postérité. ■

## À lire

\* **François-Bernard Michel**, *Le Professeur Marcel Proust*, Gallimard, 2016, 288 p., 23 €

**Lucien Daudet**, *Le Prince des cravates*, La Table Ronde, Coll. La Petite Vermillon, 2016, 112 p., 5,90 €

**Jean-Michel Henny**, *Marcel Proust à Evian*, Chaman, 2015, 120 p., 25 €

# « Judas » de Amos Oz, à Jérusalem, hiver 1959

lu par JEANNE Galili Lafon

**A**pparaît, dès la première page, le portrait jubilatoire et pourtant touchant du personnage principal, Schmuël, étudiant « corpulent, barbu, timide, émotif, socialiste, asthmatique, cyclothymique, les épaules massives... ». En plus, la larme facile : un chat perdu par une nuit d'hiver, les désespoirs du héros d'un « navet », tout devient larmes qu'il essuie, honteux.

Il vient de décider d'abandonner son mémoire « *Jésus dans la tradition juive* », « largué » aussi par sa fiancée, « largué » par son père qui a fait faillite, ce qui le contraint à trouver un travail. Il tombe en sortant de l'Université sur une petite annonce. On cherche un jeune homme pour tenir compagnie, cinq heures dans la soirée, à un invalide de 70 ans, très cultivé, qui aime discuter histoire, philosophie, en échange d'un petit salaire et d'une chambre. On exige la discrétion.

L'annonce est étrange mais tout semble étrange dans ce roman, la maison que découvre Schmuël, la porte n'est pas fermée, une planche bancal risque de faire tomber l'arrivant, des

couloirs obscurs, et au fond la bibliothèque que le feu de la cheminée éclaire et des livres, des cahiers, des classeurs, véritable antre du savoir dans lequel vit le vieil homme, Wald, bossu, laid mais dont la belle chevelure blanche, la grosse moustache et surtout le regard bleu, perspicace, évoque le philosophe. Ce qu'il est : avide de discussions, de contradictions, et sans illusions sur le monde ni sur l'être humain. Enfin, la belle Atalia, mystérieuse, séduisante, féministe qui décide de prendre et de « jeter » les hommes à sa guise – dont Schmuël. Blessée « murée dans sa solitude » par la mort atroce au combat de son mari (fils de Wald). Elle est la fille d'Abrahan, personnage historique célèbre mais qui entre dans la fiction comme une présence fantomatique, fidèle au sionisme et considéré comme traître parce qu'il s'est opposé à la politique nationaliste de Ben Gourion et qu'il pensait que Juifs et Arabes devaient cohabiter (ses ennemis disaient qu'il se serait vendu aux Arabes au prix fort).

La ligne choisie par Ben Gourion était le contraire de l'esprit sioniste,

de ses valeurs, elle mènerait « inexorablement à un affrontement sanglant entre les deux peuples ». Passage passionnant où Wald et Schmuël s'affrontent. Ce n'est donc pas un discours didactique mais un échange enflammé, accompagné de nombreuses tasses de thé, entre le « réaliste » et celui qui a dans sa mansarde les portraits du Che et de Fidel Castro. Socialiste, idéaliste, il est dans les pas d'Amos Oz, l'un des cofondateurs de « *La Paix maintenant* ».

Le thème du traître court donc dans tout le roman. Et sa figure emblématique est Judas l'Isariote, le traître absolu. Schmuël qui s'est remis à sa thèse jette un regard neuf sur Judas. S'il a fait condamner Jésus, c'est parce qu'il voulait le faire reconnaître comme « l'Homme ». À Jérusalem, pas en Galilée, un petit faiseur de miracles. Pendant la longue scène de la crucifixion, d'une force admirable, alors que les badauds se délectent du spectacle, Judas croit jusqu'au bout que le miracle aura lieu.

Et quand il comprend qu'il n'y a pas de royaume de Dieu sur terre, il se pend. Jésus est né juif, il est mort juif.

Judas, le premier chrétien, le plus fidèle, le plus passionné des apôtres. Et Schmuël de conclure que sans cette terrible erreur, « nous aurions évité l'exil, les persécutions, les pogroms, l'Inquisition, les massacres, les discriminations, sans parler de la Shoah ».

Des silences, des verres de thé, il se crée entre Wald et Schmuël une belle intimité, huis clos dans la chaleur de cette bibliothèque, alors que le narrateur rappelle constamment la grisaille, le froid, la pluie d'un hiver à Jérusalem. C'est le charme de ce roman, son atmosphère, la présence très forte de la ville autour de cette petite maison où des personnages si différents se comprennent, parenthèse d'amour dans leur vie.

*Judas* est un roman qui donne à penser longtemps après le livre refermé. Ce n'est pas si courant. ■

**Amos Oz**, *Judas*, traduit de l'hébreu par Sylvie Cohen, Éd. Gallimard, 352 p., 21 €



## IL Y A 55 ANS, ON TUAIT AU MÉTRO CHARONNE

Les morts restent jeunes (Anna Seghers)

lu par Nicole Mokobodzki

Elle s'appelle **Fanny Dewerpe**. Elle est communiste. Née Kapciuch, de parents juifs polonais, elle est aussi membre de l'UJRE. Elle a 31 ans. Elle va mourir le 8 février 1962. Il s'appelle **Daniel Féry**, il a 16 ans, il va mourir le 8 février 1962. Comme vont mourir **Jean-Pierre Bernard, Anne-Claude Godeau, Édouard Lemarchand, Suzanne Martorell, Maurice Pochard, Hippolyte Pina et Raymond Wintgens**. Leurs neuf visages nous attendent dans les pages du précieux livre écrit à l'initiative du *Comité Vérité et Justice pour Charonne* [1], dont l'UJRE s'honore d'être membre.

Ces visages, ces noms, il ne faut pas les oublier. Ce sont ceux d'hommes et de femmes qui sont morts parce que, répondant à l'appel des syndicats et partis de gauche, ils étaient venus manifester pacifiquement, crier « *Le fascisme ne passera pas !* », « *Non à l'OAS !* », « *Paix en Algérie !* ». Ils ne voulaient pas d'une guerre coloniale. Ils sont morts pour la paix, pour la dignité.

Ils sont morts quand, au moment de la dispersion qui s'effectuait dans le calme, les brigades spéciales armées des terribles « bidules » ont eu l'ordre de charger. « *Ils ont frappé pour*

*tuier* », déclarent nombre de témoins, constatent les médecins qui ont accueilli les victimes. Le préfet de police s'appelle Maurice Papon. Homme de devoir, il a, une fois de plus, exécuté les ordres. À Bordeaux, il n'est encore qu'un tout jeune secrétaire général de préfecture lorsque, de 1942 à 1944, obéissant aux ordres de Vichy, il organise la déportation de 1 560 juifs. Une vingtaine d'années plus tard, il exécute de nouveau les ordres avec le même zèle.

Depuis plus de sept ans, la guerre d'Algérie fait rage. Depuis un an, l'OAS (Organisation armée secrète) créée pour maintenir la présence française en Algérie, multiplie les attentats. En Algérie d'abord. Puis en métropole. La veille, il y a eu dix plasticages à Paris. L'un d'eux, qui visait André Malraux, ministre du général de Gaulle, a atteint une fillette de quatre ans. Elle perdra la vue. Elle s'appelle Delphine Renard. Elle milite aujourd'hui pour la vérité et la justice.

Présenté à l'Auditorium de l'Hôtel de Ville, avec un avant-propos de Bertrand Delanoë et une préface de Delphine Renard, l'ouvrage « *Un crime d'État, Charonne, 8 février 1962* » offre une brève histoire de la guerre d'Algérie, due à deux des ani-

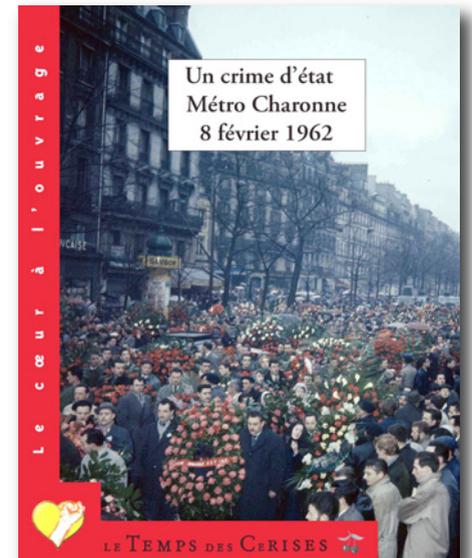
mateurs du Comité, Huguette Azavant et Henri Cukierman, une contribution d'Alain Ruscio, « *L'Algérie colonisée, 1830-1962* », une analyse de l'OAS, de Jean-François Gavoury, tout à fait d'actualité si l'on songe au dynamisme dont fait preuve la « nostalgie ».

Ce livre réunit, pour la première fois, les bouleversants témoignages de ceux qui étaient ce jour-là à Charonne et se souviennent :

« *J'ai 86 ans, écrit Odette Chambard, et je regrette cette époque de solidarité qui nous enthousiasmait...* ». La solidarité, c'est l'une des leçons de Charonne.

D'une lecture facile, accessible aux jeunes lecteurs, ce livre offre une riche bibliographie, une filmographie et une discographie. Sans avoir été conçu spécifiquement pour des étudiants ou des enseignants, il présente une réelle valeur pédagogique.

Faut-il justifier le titre ? Papon a payé, tardivement, pour la déportation des juifs de Bordeaux. Préfet, si l'on avait jugé qu'il avait mal agi à Charonne, il eut été révoqué sur l'heure. Au lieu de quoi, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, dont la déclaration faite le lendemain au journal télévisé, est reproduite dans l'ouvrage, justifie la



violence de la répression : elle est nécessaire pour préserver... mais, l'ordre, bien sûr !

Charonne au cœur, Charonne en mémoire : parce que la colonisation et la guerre coloniale sont criminelles, parce que la répression ne peut rien quand le peuple se mobilise. Car, « *ces jours sont décisifs... le 19 mars, ce sera le cessez-le-feu* ». Et la paix. Et aussi parce que la répression est toujours menaçante. ■

[1] CVJC, *Un crime d'État, Métro Charonne, 8 février 1962*, Le Temps des Cerises, Montreuil, 2017, 200 p., 15 €

## DU NOUVEAU CONCERNANT ... HERSCHEL GRYNSZPAN ET L'ARRESTATION DE LA FAMILLE D'ANNE FRANK

par François Mathieu

« *Toute l'Histoire est sujette au doute. La vérité des historiens est une erreur infaillible* » a écrit André Suarès. Le doute est sans conteste un des moteurs de la recherche historique. Deux événements récents viennent ici le confirmer, sans cependant chasser définitivement deux incertitudes.

À Vienne en Autriche, une archiviste du Musée juif de cette ville, Christa Prokisch, découvre une série de photos datant de 1946 qui mon-trent des jeunes manifestants juifs exigeant de la force d'occupation britannique l'autorisation d'émigrer en Palestine. Sur l'une d'elles, elle reconnaît Herschel Grynszpan, l'assassin du troisième conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris, Ernst vom Rath, attentat utilisé par Hitler comme prétexte des « *pogroms du Reich* » des 9 et 10 novembre 1938, au cours desquels près de deux cents synagogues et lieux de culte avaient été détruits, plus de sept mille magasins et entreprises vandalisés, une centaine de Juifs assassinés et près de trente mille Juifs envoyés en camps de concentration. Un journaliste et historien allemand, Armin Fuhrer, auteur d'une biographie de Herschel [1], le reconnaît formellement. Un logiciel de reconnaissance physiologique lui donne à quatre-vingt-quinze pour cent raison. Nul doute, la photographie est frappante, qui permet de penser qu'en 1946 le jeune homme n'était pas mort et que donc il aura disparu dans l'anonymat.

Or différentes biographies affirment sans preuves qu'il serait mort au camp d'Oranienburg-Sachsenhausen ou en prison en 1944 ou 1945, peut-être exécuté par les nazis. Cette découverte ajoute aux interrogations que suscite son hypothétique disparition :

alors qu'en France, il est passé dans diverses prisons françaises (Angers, Orléans, Bourges, Châteauroux, Toulouse), desquelles il est épisodiquement relâché, pourquoi échappe-t-il aux nazis, jusqu'à ce que, début 1941, le gouvernement Pétain-Laval le leur livre ? La pseudo-révélation des relations homosexuelles que Grynszpan aurait eues avec vom Rath explique-elle que son procès n'ait jamais eu lieu ? Pourquoi ne sait-on rien de sa disparition ? Aurait-il survécu sous une autre identité en Palestine, puis en Israël, par exemple ?

À Amsterdam, un chercheur attaché à la Maison Anne Frank, Gertjan Broek, bat en brèche l'hypothèse de la trahison dans l'arrestation de la famille Frank et de leurs amis, hypothèse longtemps retenue, mais jamais prouvée judiciairement, et y voit la main du hasard. Sur la base de nouveaux documents, dont des rapports de police, Broek avance que les enquêteurs n'auraient pas eu pour mission de rechercher des Juifs clandestins, mais de perquisitionner l'entreprise familiale en raison d'un soupçon « *d'emplois illégaux et d'un trafic de cartes de rationnement* ». À l'appui de cette hypothèse, le chercheur constate que l'opération a duré plus de deux heures, donc plus longuement « *que nécessaire pour rassembler des Juifs clandestins ayant été dénoncés* », mais surtout que

l'*oberscharführer* SS Karl Josef Silberbauer, qui procéda aux arrestations, n'avait pas pour rôle la chasse aux Juifs, mais était chargé de la sécurité et de la lutte contre les trafics de toutes sortes. Un des deux autres policiers travaillait au moment de la razzia pour une unité chargée de la criminalité économique. Dans son *Journal* Anne Frank évoque des tickets de rationnement falsifiés. Quelques mois auparavant, deux hommes de l'immeuble avaient été arrêtés pour en avoir fabriqué des faux. Le 14 mars 1944, elle écrit : « *Comme B. et D. ont été arrêtés, nous n'avons pas de tickets.* »

Le directeur général du musée, Ronald Leopold, souligne que « *cette nouvelle étude ne réfute pas la possibilité que les clandestins aient été dénoncés, mais démontre que d'autres scénarios doivent être examinés* ».

D'aucuns penseront que ces nouvelles découvertes ne sont que des petits pas, mais si elles s'avèrent, elles font sûrement avancer la connaissance historique de deux tragédies. ■

[1] Armin Fuhrer, *Herschel. L'Attentat de Herschel Grynszpan le 7 novembre 1938 et le début de l'holocauste*, Éd. Berlin-Story, Berlin, 2013, 368 p., 19,80 €

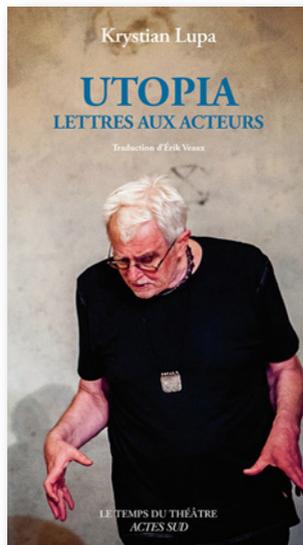


**Théâtre LA CHRONIQUE DE SIMONE ENDEWELT**

**UTOPIA LETTRES AUX ACTEURS [1] de Krystian Lupa** *lu par SIMONE ENDEWELT*

Comment les acteurs sous la direction de Krystian Lupa parviennent-ils à une telle intensité, une telle profondeur et plénitude de jeu, une vérité unique ? Qu'est-ce qui fait qu'ils nous subjuguent ? *Utopia Lettres aux acteurs* ouvre une lucarne sur la pensée, la pédagogie et la direction d'acteur très novatrice du maître mondial dont on sait combien la pratique fut influencée par Kantor, par Jung [2] et par le chamanisme. Cet ouvrage répondra à la curiosité du lecteur s'il accepte de faire un effort de lecture dans le même mouvement que l'exigence extrême que demande Lupa aux acteurs. Renouveau de la scène théâtrale quant au rapport au temps, à l'espace, à l'imaginaire, au jeu théâtral d'une grande force, c'est dans *Utopia*, son journal intime, ces lettres datées très précisément que l'on trouvera les axes

de sa pédagogie singulière, que le secret des répétitions, des exercices pédagogiques lèveront un voile dont il faut lentement se laisser pénétrer. Un travail de répétition très exigeant, un long processus psychique où l'imagination s'arrime très profondément au corporel, à l'intime. « *Initialiser la vie du personnage dans notre corps* ». Outre son rapport à l'acteur qu'il veut s'opposer à lui plutôt que recherchant son approbation, Lupa développe dans son livre une théorie à partir de son travail pédagogique et de metteur en scène, exemples et exercices à l'appui. On ne construit pas un personnage au



sens courant du terme, on le crée et le rencontre au cours d'un long processus interne qui s'étaye sur l'inconscient jungien, sur la notion de corps-rêve conçue par Mindell [3], sur celle de paysage, de monologue intérieur, et sur la perception sensorielle. Krystian Lupa explicite les notions « *d'installation secrète de l'acteur* », « *de paysage intérieur* », « *de bonheur créatif* » :

« *Le corps-rêve conduit le personnage dans le paysage, ce périple constitue la découverte du secret du personnage. Ce secret est inaccessible par la spéculation, par 'la pure imagination'. C'est*

*un secret qui vient à nous 'en retour' (il nous revient du corps-rêve)* ». Lupa aborde aussi la place du spectateur dans le rituel théâtral, son rapport au personnage, la nécessité de créer avec lui un lien plus fort, ainsi que le renversement de la structure hiérarchique acteur-personnage. Lire et relire *Utopia* pour s'imprégner du sens. Cela en vaut la peine tant le chemin proposé par Krystian Lupa est novateur dans le champ théâtral. Le feuillet à l'intérieur du livre comporte de belles photos de répétitions. ■

[1] **Krystian Lupa**, *Utopia Lettres aux acteurs*, Éd. Actes Sud Le temps du théâtre, 2016, 174 p., 18 €

[2] Carl Gustav Jung (1875-1961) d'abord disciple de Freud, a ensuite créé sa propre méthode psychanalytique ; il a écrit notamment *Psychologie et alchimie*

[3] « *Arnold Mindell, psychothérapeute américain, psychologue, fondateur d'une nouvelle théorie et nouvelle pratique thérapeutique dite 'orientée vers le processus'* ».

**LES LARMES DE LA PALESTINE ET D'ISRAËL**

« *La tragédie c'est l'histoire des larmes* » disait Antoine Vitez. Adel Hakim qui excelle dans la mise en scène de tragédies, a créé une *Antigone* palestinienne de toute beauté. Dans le même cru, *Des roses et du jasmin*, toujours avec les comédiens d'excellence du Théâtre National Palestinien\* de Jérusalem, nous bouleverse. La pièce, à la fois saga, reconstruction historique, comédie musicale, danse, narration par



© Nabil Boutros

un chœur, farce, fête et destinée funèbre, retrace la vie d'une famille sur trois générations où se croisent Palestinien musulman et Israélien juif, où joie et amour finissent par se transformer en haine et drame. Destin fatal, répétitif, poids du passé sur l'individu, catastrophe humaine symbolique d'un drame historique qui n'en finit pas. Oui, le conflit israélo-palestinien a assez duré.

La première partie de la pièce retrace de manière un peu didactique deux périodes, celle qui va de 1944 à 1948, les suites de l'holocauste, le mandat britannique, l'Irgoun, organisation secrète de droite à la chasse des Anglais, King David, la création de l'État d'Israël, l'occupation qui s'étend sur le territoire palestinien, l'exil au Liban de Palestiniens, la Nakba. La deuxième période s'étend de 1964 à 1967 avec la Guerre des Six jours et la résistance palestinienne. La deuxième partie de la pièce, bouleversante, donne un éclairage à la première partie. 1988, première *intifada*. Prison, torture, mort des deux enfants nés d'un couple mixte empêché, Yasmine et Rose, l'une torturée en prison, l'autre tuée par une bombe. Retour en arrière sur le point de départ. Sur un vaste plateau au sol luisant, écran de projection et paravents en

verre, ces comédiens prestigieux qui savent bouger et balancer les corps, incarnent cette famille aux amours mixtes contrariées depuis trois générations. Un désastre humain et historique. Une très belle pièce dont l'écriture pointe des accents poétiques. ■

\* Le Théâtre National Palestinien n'est pas subventionné. Il subsiste grâce à des partenariats avec des théâtres à l'étranger. *Des roses et du jasmin* d'Adel Hakim ; dramaturgie Mohamed Kacimi ; Théâtre des quartiers d'Ivry - Manufacture des œillets jusqu'au 5 février ; Comédie de Genève le 25 février ; Théâtre National de Strasbourg du 28 février au 8 mars.

**Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER**

**« UN SAC DE BILLES » de CHRISTIAN DUGUAY**  
avec **PATRICK BRUEL, ELSA ZYLBERSTEIN, DORIAN LE CLECH, BATYSTE FLEURIAL**

Septembre 1941, Joseph Joffo a 10 ans. Les Allemands occupent Paris et le port de l'étoile jaune devient obligatoire pour tous les Juifs. Conscients du danger, ses parents décident que le petit Joseph et son frère Maurice doivent fuir Paris pour passer en zone libre. Toute la famille doit se retrouver dans le Midi. Quarante ans après la sortie du film de Jacques Doillon, voici la deuxième adaptation du livre autobiographique de Joseph Joffo paru en 1973. Vendu à plusieurs millions d'exemplaires, le livre avait été un succès de librairie. Le réalisateur canadien Christian Duguay propose ici un film grand public. Il déclare

avoir voulu « *réactiver la mémoire de ce que fut cette sombre période de notre histoire* ». Plutôt bien joué par Patrick Bruel et les deux garçonnets, Dorian Le Clech (Jo), Batyste Fleurial (Maurice), le film ne réussit pas à émouvoir vraiment malgré une histoire pourtant forte à l'origine. Il ne parvient pas à rendre tangible l'horreur de l'époque. L'épopée vécue par les deux enfants devient anecdotique et est vidée de son contenu historique. Duguay soigne la reconstitution du Paris de l'époque, du salon de coiffure Joffo et de Nice, mais ne parvient pas à construire l'intensité dramatique de l'action pour montrer le danger et la gravité de la

situation. Nous avons l'impression, la plupart du temps de voir l'histoire de deux gamins partis en vadrouille à l'occasion de vacances... On voit Jo et Maurice triompher d'obstacles menaçants puis reprendre la route, pressés de se retrouver en famille. Que la famille ait été séparée en d'autres circonstances que le nazisme aurait donné le même film. Ajoutez à cela une fâcheuse tendance au pathos et au larmoiement ainsi qu'une musique qui revient sans cesse, envahissante, pour « *remplir les trous* » du récit et vous avez tout le film. Soit, pas grand-chose malheureusement. ■

**LE COIN DU WITZ**

**Question d'accent**

Un juif polonais arrivé à Paris depuis trois mois baragouine quelques mots de français. À la Mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement où il est convoqué, il est reçu par une jeune femme assise devant son bureau.

- Votre nom, s'il vous plaît ?
- *Apfelbaum*
- Vous m'épelez ?
- *Vous aussi, vous mé plé beaucoup.* ■

**Le rabbin philosophe**

Les juifs de Chelm (dans le folklore du yiddishland, ville où les juifs sont des sots philosophes) se divisent sur l'origine du fait qu'une tartine beurrée tombe toujours du côté du beurre. En désespoir de cause, ils vont consulter le rabbin, qui les invite à revenir le lendemain matin, la nuit portant conseil.

- *Alors, rabbin, quelle est la raison ?*
- *C'est parce que vous la beurrez du mauvais côté.* ■

## JULIA PIROTTE PHOTOGRAPHE MILITANTE

**N**ée en Pologne en 1907, à Konskowola, un *shtetl* près de Lublin, Gina Diamant est l'aînée de trois enfants. Elle a neuf ans quand sa mère meurt. Son père, un ouvrier, s'installe alors à Varsovie où il ouvre une épicerie. Julia, son frère et sa sœur sont des militants actifs du Parti Communiste polonais (PKP).

À 17 ans, Julia est condamnée à quatre ans de prison. Libérée, elle est à nouveau menacée par la dictature.

Elle fuit la Pologne pour la Belgique où le *Secours Rouge* la prend en charge.

En 1935, elle épouse Jean Pirotte, un militant ouvrier. Julia travaille en usine. Elle écrit pour diverses revues des articles sur la condition ouvrière en général et plus particulièrement sur la condition de vie et de travail des mineurs polonais qu'elle est chargée d'organiser. Suzanne Spaak, qui avait apprécié son talent de journaliste, lui offre un Leica Elmar. Les deux femmes ne savent pas que le destin les lie. Suzanne est la belle-sœur de Paul-Henri Spaak un homme politique belge. Réfugiée à Paris pendant l'Occupation, elle deviendra l'une des dirigeantes du MNCR et un membre actif de l'Orchestre rouge. Arrêtée en 1943, cette grande bourgeoise sera l'une des rares femmes fusillées en France par les nazis.

Julia Pirotte ne quittera plus son Leica.

Le 10 mai 1940, devant l'avance allemande, elle gagne la France. Son mari sera tué au front. Elle s'installe à Marseille où elle se fait embaucher dans des usines d'armement. Puis, elle fait des photos de plage. Reporter pour *Dimanche illustré*, elle entre dans la résistance dans les groupes de la MOI. Agent de liaison, elle transporte du matériel de propagande et des armes. Elle fabrique aussi des faux-papiers, et témoigne de ces années terribles par ses photos : les enfants juifs du camp Bompard ensuite déportés vers Drancy et Auschwitz ; les maquisards ; la vie difficile des Marseillais sous le pouvoir de Vichy.

Avec la compagnie Marat des FTP-MOI, Julia participe aux combats pour la libération de Marseille en photographiant l'insurrection. « *Les plus grands jours de ma vie furent ceux de l'insurrection de Marseille* », dira-t-elle. « *Comme tant d'autres, j'avais des comptes à régler avec les nazis, mes parents et toute ma famille étaient morts dans des camps en Pologne et dans les ghettos. J'étais sans nouvelle de ma sœur, prisonnière politique, je ne savais pas encore qu'elle était morte guillotinée. Je me trouvais avec mon groupe de partisans, le 21 août 1944 à 15 heures devant la Préfecture. Les Allemands en fuite*



Julia Pirotte autoportrait.

*tiraient. Accroupie à l'abri de la roue d'une camionnette, j'ai réalisé ma première photo de la liberté retrouvée. L'ennemi reculait devant les partisans, c'était le début de l'insurrection.* ».

Julia Pirotte photographie et rend compte de la libération de la ville.

Ses photos et reportages sont publiés dans la presse communiste, *Rouge Midi* et la *Marseillaise*. Comme elle le dit, elle seule. Son frère réfugié en URSS est victime de la répression stalinienne. Sa sœur, Mindla, arrêtée en juillet 1942 sur la ligne de démarcation à Chalon-sur-Saône, alors qu'elle transportait des tracts, transférée en Allemagne, a été exécutée à Breslau (Wrocław) le 3 juillet 1944.

Elle rentre en Pologne en 1946. Mais les épreuves ne sont pas terminées. En juillet 1946, un pogrom fait 42 morts à Kielce parmi les rescapés du génocide nazi. Julia est là. Ses photos vont témoigner pour l'histoire.



Obsèques des victimes du pogrom de Kielce, Pologne 1946

Mais l'histoire c'est aussi, pour elle, la reconstruction d'un pays en ruine et la lutte pour la paix.

En 1948, le congrès d'intellectuels, qui se tient à Wrocław, lui permet de faire les portraits de Picasso, Paul Éluard, Irène Joliot-Curie, Dominique Desanti.

En 1990, Julia Pirotte, qui vit à Varsovie, confia au *Musée de la Photographie* de Charleroi l'ensemble de son œuvre.

Son travail a été exposé aux *Rencontres* d'Arles en 1980 et à *l'International Center of Photography* à New York 1984.

En 1994, l'exposition itinérante *Julia Pirotte - Une photographe dans la Résistance* fut un succès en Belgique et en France.



Picasso au congrès de la Paix de Wrocław 1948.

« *Le combat de Julia Pirotte n'était pas de faire de l'art, ni même de se trouver un métier mais de dire avec la photographie, les grandes raisons qu'elle avait d'être là* » expliquait Georges Vercheval, directeur à l'époque du *Musée de la photographie* de Charleroi.

Décédée en 2000, Julia repose au cimetière Powązki de Varsovie. ■ **BF**



Femmes des FTP MOI à Marseille 1944

Cet article inaugure un cycle de la *Presse Nouvelle Magazine* dédié aux grandes figures du mouvement ouvrier juif.